

Présidence
**Bah Ousmane
investi d'une
nouvelle
mission**

Page 6



Police
guinéenne
**Le Directeur
général, un flic
sans cœur ?**

Page 2



Espace FM
Du débat citoyen au procès
de la gouvernance
**Le GG Tour comme
procureur en Guinée
Forestière**

Page 10

le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°564 ● LUNDI 29 MAI 2017 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

SOS pour la policière Lélé !

Abandonnée à son triste sort depuis que les deux orteils extérieurs de son pied gauche ont été tranchés par la roue du train en 2012, **Lélé** s'enlarme entre deux souvenirs de son brillant parcours de policière toujours à la tâche. Nous l'avons rendu visite. **Page 8**



La Fésabag joue son va-tout

Page 11

Féguifoot
**Antonio
meuble
son cabinet**

Page 6



Situation
politique
**Lâchez-lui les
basquettes !**

Page 5



Opposition
**Un jeu
d'egos
démésurés**

Page 2



Confidences PUBLIQUES



Parlement panafricain: Aliou Condé élu président d'une Commission

Ce 9 mai 2017 à Midrand, siège du Parlement panafricain à Johannesburg, en Afrique du Sud, le secrétaire général de l'Ufdg a été élu à la présidence de la Commission permanente des transports, de l'industrie, des communications, de l'énergie, des Sciences et de la technologie. Le député Aliou Condé a été proposé à ce poste par ses pairs parlementaires de l'Afrique de l'ouest. Tout un honneur. La Guinée va ainsi diriger l'une des plus importantes commission du parlement continental composé d'un président, de 4 Vice-présidents et 10 présidents de Commissions permanentes pour jouer son rôle consultatif et de facilitateur de la mise en œuvre effective des politiques, des objectifs et programmes de l'Union africaine.



Le DGPN, Bangaly Kourouma, un flic sans cœur ?

Aminata Lélé Donzo est brigadier-chef de son état, marchant sur des béquilles depuis 2012 des suites d'un accident de train. Elle raconte avoir été renvoyée sans ménagement par l'actuel directeur général de la Police, «*qui connaît (pourtant sa) situation*» depuis au temps où le général Toto Camara assumait les fonctions de ministre en charge du secteur de la Sécurité. «*Je suis restée dans la salle d'attente jusqu'à 16H avant qu'il ne ressorte pour me demander si on m'a dit qu'il est médecin ou que son bureau est fait pour traiter les malades, de me référer donc à des hôpitaux et non à lui*». (Lire aussi notre SOS pour la policière Lélé, en page 8).

Opposition Un jeu d'egos démesurés*

Un Chef de parti en partenariat serré avec le pouvoir vient de raconter l'histoire de l'opposition guinéenne. Elle serait tout simplement une histoire «*d'egos démesurés*»¹. Dans les années 90 du vingtième siècle, la scène était solennellement animée par des Guinéens de haute dimension: Ba Mamadou Banque Mondiale connu pour sa fierté légendaire, Siradiou Diallo, l'ancien et célèbre journaliste de Jeune Afrique et Alpha Condé, l'opposant historique. Jean Marie Doré usait de son vocabulaire et de son verbe pour démontrer qu'il en occupait le centre. Tous cherchaient à accéder à la magistrature suprême de leur pays. Face à eux, un homme tranquille les regardait de très haut, le Général Lansana Conté, régnant sans partage sur la Guinée.

Sidiya Touré, le conteur de la scène, dit être venu au milieu de ces «*fiertés*» et avait de la peine à réunir ses aînés opposants «*ne serait-ce qu'une fois par mois*» surtout qu'il venait de sortir «*amicalement*» de l'exercice difficile de «*ton pied, mon pied*» avec son patron de militaire. A ce moment là un autre opposant, devenu plus tard et malgré tout, Chef de File de l'opposition était, lui, au gouvernement. Ce statut conquis et ce passé mérité de Cellou Dalein Diallo aurait sérieusement heurté l'ego lui aussi démesuré de l'opposant nuancé rallié à l'opposant historique et actuel Président de la République. Pour l'ancien patron du Chef de file de l'opposition, il est très difficile de digérer que son ancien collaborateur devienne son patron et se permette même de «*bomber la poitrine*» en affichant de surcroît, son passé de cadre brillant de la République. Une sorte d'ego aux ambitions anormalement démesurées! C'est ce paquet de choses invraisemblables qui auraient décidé le patron devenu collaborateur à quitter le généreux Chef de file et accepter le statut honorifique de Haut Représentant du Chef de l'Etat. Un statut qui, s'est-il rendu compte avec amertume, ne lui apporte absolument rien et serait plutôt une clé d'accès à un Président qui, presque au-dessus de la mêlée, devenait de plus en plus inaccessible. Cette position frustrante a pu



**Lamarana Diallo
Démographe
lmrddiallofb7@gmail.com**

être source de susceptibilités diverses et faciles. De quoi blesser bien d'egos fragiles aux alliances politiques insistantes. C'est dans ce contexte et depuis peu que l'UFDG, la formation politique du Chef de File de l'opposition osa organiser un meeting à la Commune de Matam, le fief supposé de l'UFR, le parti du Haut Représentant. Des échauffourées entre militants des deux bords marquèrent malheureusement la rencontre pour finir dans un apaisement précédé de vives protestations puis de légers regrets. La réaction opposée à l'offense de l'ancien allié aura été aussi démesurée que l'ego qui l'a dictée. Ce fut un tintamarre pour rien. Et il n'y a eu ni écho ni solidarité du côté des autres opposants présents ou non au parlement. Qu'un opposant «*sortant*» de l'opposition républicaine affronte démesurément le Chef commun pourrait faire leur affaire surtout si cette bataille au sommet de leur mouvance prenait l'allure de volonté de destruction mutuelle.

Quelques mois plus tard et pour des objectifs presque similaires, le Chef de l'opposition organise une traversée en Guinée Forestière et en Haute Guinée, deux régions - fiefs aux contours indéfinis que nombre de politiciens aux électors restreints prennent pour leurs «*territoires*». Là, les protestations sont venues en chœur à cause, paraît-il, des foules mobilisées. Pourtant «*foules*» est un mot délicieux en politique mais «*ne veut pas forcément dire militants pour un parti politique*» s'est empressé de préciser un ancien Premier Ministre guinéen auto-exilé à Paris. C'est le Chargé de communication de son parti qui a trouvé l'argument ayant servi de démarrage aux palabres: *un budget est accordé à quelqu'un en vertu d'une Loi votée au parlement et sur la base d'exemples trouvés chez quelques démocraties voisines et ailleurs dans le monde*. Et les adjoints de partis politiques de toutes les micro-mouvances se sont aussitôt mis à lancer des coups de poing au Chef de file de l'opposition. Avec en toile de fond une jalousie violente. Un psychologue disait que la jalousie est entre autres, «*une émotion de tonalité affective développant chez les sujets des sentiments de suspicion et de colère haineuse*». Il est à espérer qu'entre politiciens guinéens, il n'y ait pas de place pour la haine. Cependant entre eux les soupçons ne manquent pas ! Aussi et de tous côtés on soupçonnerait Dalein d'envie excessive de développer un ego au volume inhabituel qui pourrait le mener à Sékhoutourey. Ce qui paraît inacceptable et devrait déjà susciter un gonflement soudain

des egos chez nombre de ses adversaires. Ceux-ci se sont-ils trompés d'adversaire de circonstance, aveuglés qu'ils sont par de si larges fiefs nouvellement conquis par le chef-concurrent? En tout cas cette visite dans le Toukoro et sur les rives du Djoliba s'est avérée fortement opportune pour réveiller les velléités de **s'empêcher d'arriver au pouvoir** au sein d'une opposition qui sait tellement se diviser au mauvais moment notamment pour perdre des élections. A cet égard, le Haut Représentant est clair: *son ego ne lui permet pas d'accompagner une troisième fois celui qui l'a aidé à avoir dix députés à l'Assemblée nationale*. Le divorce est quasiment inévitable s'il n'est déjà consommé.

Une telle occasion pourrait être propice au «*politicien avisé*» pour rebondir ou faire rebondir. On ne sait comment il va réagir tant on le sait imprévisible. Quelle que soit la stratégie choisie, mobiliser des alliés parmi les opposants «*neutralisés*», autour d'un objectif obscurément démesuré, serait une voie probable. Le choix prématuré d'un jeune poulain pour suppléer un mandat temporellement démesuré dérangerait sérieusement les espérances de succession au sein de la mouvance présidentielle. Si jamais une telle option s'imposait, celui qui, hier, avait financé et soutenu politiquement l'opposant historique pourrait ne pas le suivre tant il avait vu son ego précocement dégonflé dès que son allié d'alors accéda au pouvoir en 2010. Ainsi va l'opposition guinéenne en relation avec le pouvoir en place et en rapport avec la conquête du pouvoir. Tous les candidats potentiels aux prochaines élections présidentielles, avisés ou non, sont avertis. L'intelligentsia guinéenne avec eux car toutes ses manœuvres sont faites de guerres d'egos démesurés.

Le peuple mobilisé de Guinée préférerait que cette compétition mortelle d'egos soit plutôt investie dans l'amélioration de son bien-être. **Qui de tous ces opposants opposés serait à même de tout basculer dans ce sens à partir de 2020?** ■

* un «*moi*» psychologique excessif, surdimensionné



Le peuple mobilisé de Guinée préférerait que cette compétition mortelle d'egos soit plutôt investie dans l'amélioration de son bien-être. Photo: DR.

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmrddiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com



Samedi 20 mai 2017 le ministre Magassouba visite les installations de l'usine Rusal-Friguia, à l'arrêt depuis 2012.

Travaux de réhabilitation de l'usine d'alumine de Friguia

Le Ministre des Mines félicite Rusal pour le niveau d'avancement

Le ministre des Mines et de la Géologie, Abdoulaye Magassouba, accompagné des cadres de son département, s'est rendu samedi 20 mai 2017 dans la préfecture de Fria pour visiter les installations de l'usine Rusal-Friguia, à l'arrêt depuis 2012 à cause d'une grève illégale déclenchée par le collègue syndicale d'alors.



Le ministre des Mines a exprimé sa joie de constater que tous les engagements pris par Rusal sont en cours d'être respectés. Photo: DR.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi des travaux de réhabilitation de ladite usine dont la réouverture est annoncée au mois d'avril 2018. Arrivée peu avant 9 h à Fria, la délégation du ministre **Abdoulaye Magassouba** a fait l'objet d'un accueil chaleureux de la part des responsables de Rusal-Friguia et des autorités administratives. Pendant plusieurs minutes, responsables de la société RUSAL Friguia, autorités administratives et le ministre Abdoulaye Magassouba, se sont entretenus à huis clos autour des enjeux de la relance de l'usine.

À leur sortie, les hôtes de Rusal ont fait une visite guidée des installations de pour constater de visu l'évolution des travaux de réhabilitation. Prenant tout son temps, le patron du Ministère des Mines et de la Géologie a visité toutes les installations de la première usine d'alumine en Afrique. À des endroits, M. Magassouba marquait des temps d'arrêt pour poser des questions aux techniciens ou pour faire des amendements. Selon le Directeur des opérations de Rusal-Friguia, **Alhassane Bah**, il y a des installations faciles à nettoyer et d'autres qui nécessitent de gros moyens, précisant

que les travaux sont en bonne voie et sont dans les délais contractuel.

Le ministre des Mines et de la Géologie, rappelant les félicitations du **Pr Alpha Condé** à Rusal lors du symposium minier, a salué ce travail déjà réalisé par l'équipe mise en place par Rusal.

« Compte tenu de l'état d'avancement des travaux, nous n'avons aujourd'hui aucune inquiétude quant au respect des délais. Aujourd'hui, nous avons plus de 850 personnes qui sont employées ici, avec plus de 95% de Guinéens. Grâce au travail abattu par ces équipes, nous sommes à 35% d'état d'avancement dans la réhabilitation de l'usine », a dit **Abdoulaye Magassouba**.

Par ailleurs, le patron du Ministère des Mines et de la Géologie a exprimé sa joie de constater que tous les engagements qui ont été pris par la compagnie Rusal sont en cours d'être respectés. Il a également précisé que le gouvernement suit les travaux de près d'où sa visite de cette usine.

« Le Gouvernement a déjà mis en place une commission parce que là où il y a le plus grand défi, c'est au niveau du chemin de fer. Et, une commission interministérielle a déjà été mise en place. Il y a déjà eu des missions de terrain pour la sensibilisation des communautés riveraines au chemin de fer. Et, ce travail va continuer. Dès la semaine prochaine, une équipe va se rendre sur le terrain, au niveau de la communauté pour poursuivre la sensibilisation parce que de ce côté-là, c'est à l'Etat de fournir les efforts pour que les déchets ne soient pas déposés par les populations riveraines sur

l'emprise du chemin de fer », a-t-il promis.

Pour sa part, **Pavel Vassiliev**, représentant de la compagnie Rusal en Afrique, s'est réjoui de la visite du ministre Magassouba dans son unité industrielle. Le patron de Rusal en Afrique a ensuite réitéré son engagement de faire respecter le délai de réhabilitation des travaux de l'usine de Friguia. « Nous sommes en train de respecter le délai », a-t-il déclaré.

Selon, le représentant de Rusal en Afrique, ce travail de réhabilitation et de relance de l'usine de Friguia commence à se concrétiser grâce à la franche collaboration qu'il y a entre son équipe et celle du gouvernement, représentée par le ministre des Mines et de la Géologie.

« Ceci est notre projet commun avec la Guinée. Nous sommes permanemment assistés par le gouvernement; et, nous exécutons les consignes qui nous sont données », a-t-il indiqué. ■

Ils ont dit



Moustapha Naité, ministre de la jeunesse au forum international sur l'animation socio-éducative le mercredi 24 mai 2017 : « Le projet vise à réunir les acteurs de l'éducation de différents pays membres, notamment le Mali, le Sénégal et le Gabon pour s'investir dans l'éducation non formelle et les activités socio-éducatives en vue de partager les expériences qui permettront de faire les activités socio-éducatives un important levier de l'éducation, de la formation des enfants et des jeunes dans ces pays de la sous-région. Nous sommes en effet conscients que les changements dans ce secteur viendront du développement du savoir-faire avec des ressources humaines qualifiées qui peuvent donner la valeur à des ressources financières. Alors, il est important de penser à la pérennisation des projets d'animations socio-éducatives dans une perspective de développement et la contribution des collectivités locales, de la société civile dans la promotion des activités en Guinée aussi définir des nouvelles orientations des politiques de développement du gouvernement. »



Guido Santullo, homme d'affaires italien auquel la Guinée doit la construction de la Cité chemins de fer à Kaloum, dans un article de Visionguinee.info citant Jeune Afrique: « Quand Lansana Conté était malade, c'est moi qui dirigeais tout. Je choisisais les ministres et je surveillais les caisses de l'État pour les empêcher de tout voler. »

ACTU CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail : actuconakry@gmail.com



ELECTRICITE DE GUINEE
Direction Générale
Cellule Communication

Avis de Pré-qualification

REPUBLIQUE DE GUINEE

Nom du projet : **PROJET DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES RESEAUX ELECTRIQUES DE CONAKRY- PHASE 2 (PREREC.2)**

Brève description des Travaux :
TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES RESEAUX ELECTRIQUES DE CONAKRY

No. du prêt : **2-GUI-0126**

ASPM N°001/APQ/PREREC-2/EDG/2017

1. Le présent avis de pré-qualification suit l'avis général de passation des marchés du projet paru sur le portail de la BID le 12/11/2015.
2. Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement auprès de la Banque Islamique de Développement (BID) pour couvrir le coût du *Projet de Réhabilitation et d'Extension des Réseaux Electriques de Conakry- Phase-2 (PREREC.2)*, et entend affecter une partie du produit de ce *financement* aux paiements relatifs au marché des travaux de réhabilitation et d'extension des réseaux électriques de Conakry pour les lots suivants :

- ✓ 01/AOI/PREREC.2/EDG/2017 - LOT 1: *Matam & Matoto 1*
- ✓ 02/AOI/PREREC.2/EDG/2017 - LOT 2: *Matoto 2*
- ✓ 03/AOI/PREREC.2/EDG/2017 - LOT 3: *Lansanayah*
- ✓ 04/AOI/PREREC.2/EDG/2017 - LOT 4: *Fourniture et pose de compteurs à prépaiement*

Les candidatures peuvent être soumises en vue de la pré-qualification pour un ou plusieurs marchés.

Le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique (MEH), représenté par l'Entreprise Electricité de Guinée (EDG) entend pré-qualifier des entrepreneurs et/ou des sociétés pour les *travaux de réhabilitation* [SM1] et *d'extension des réseaux électriques de Conakry* à savoir [SM2] [SM3] :

-Pour le LOT 1 (Zones Matam et Matoto I [SM4]) :

- | | |
|--|--------|
| • Construction de postes cabines maçonnés MT/BT | 71 |
| • Réhabilitation de postes cabines maçonnés & métalliques MT/BT 27 | |
| • Construction de lignes BT | 147 km |
| • Construction de lignes MT | 21 km |
| • Installation foyers d'éclairage public | 4180 |

-Pour le LOT 2 (Zone Matoto 2) :

- | | |
|---|--------|
| • Construction de postes cabines maçonnés MT/BT | 57 |
| • Construction de lignes BT | 182 km |
| • Construction de lignes MT | 46 km |
| • Installation foyers d'éclairage public | 5190 |

-Pour le LOT 3 (Zone Lansanayah) :

- | | |
|---|--------|
| • Construction de postes cabines maçonnés MT/BT | 74 |
| • Construction de lignes BT | 146 km |
| • Construction de lignes MT | 31 km |
| • Installation foyers d'éclairage public | 4200 |

-Pour le LOT 4 :

- | | |
|---|--------|
| • Fourniture et pose de compteurs à prépaiement (split) | 81 000 |
|---|--------|

Les invitations à soumissionner devraient être lancées le **29 mai 2017**.

3. La pré-qualification se déroulera conformément aux procédures de pré-qualification spécifiées dans les Directives pour la passation des marchés financés par la Banque Islamique de Développement, novembre 2006; elle est ouverte à tous les candidats des pays, tels que définis dans les directives.

4. Les candidats intéressés admissibles peuvent obtenir de plus amples renseignements et consulter le document de pré-qualification auprès de la Cellule d'exécution du Projet PREREC (dont l'adresse figure ci-après) (1) de 09 :00 à 16 :00, *Heure Locale*. Les candidats intéressés peuvent acheter un jeu complet du document de pré-qualification en *Français* en faisant la demande écrite à l'adresse indiquée ci-après accompagnée du versement non remboursable de *Deux Millions de Francs Guinéens (2 000 000 GNF)*, ou de sa contre-valeur dans une monnaie librement convertible. Le document sera envoyé par les soins du soumissionnaire.

5. Les dossiers de candidature pour la pré-qualification doivent être déposés sous enveloppe cachetée délivrée à l'adresse ci-après (2) le **31 juillet 2017 à 10H30 Heure Locale**, et doivent être clairement marquées « *Candidature de pré-qualification pour [insérer le nom du projet et le(s) nom(s) et le(s) numéro(s) du(des) marché(s)]* ».

(1) **Monsieur le Chef de la Cellule d'Exécution du Projet**
Immeuble KATEX 3^{ème} étage,
Près du siège de Cellcom-Guinée
Electricité de Guinée (EDG)
Commune Kaloum, BP 1463- Conakry
République de Guinée
Tél : +224 622089610 / +224 631640000
E-mail : khang02fr@yahoo.fr

(2) **Direction Nationale des Marchés Publics (DNMP)**
Immeuble Kanfarandé - 1^{er} étage Secrétariat Central
Quartier Coronthie, Commune de Kaloum,
BP : 579 Conakry, République de Guinée
Tél : (224) 628 345184

Conseil de sécurité de l'ONU Alpha Condé réclame 2 sièges pour l'Afrique

À l'occasion de la Journée de l'Union africaine (UA) ce 25 mai 2017, le président guinéen Alpha Condé, président en exercice de l'organisation panafricaine, a réclamé mercredi deux sièges pour l'Afrique au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU).



Par cette initiative, le président Alpha Condé veut marquer durablement son magistère de président de l'Union africaine. Photo: DR.

Selon lui, il est également temps de tenir compte de l'importance démographique, politique et économique du continent africain, afin de « reconsidérer le rôle qu'il peut et doit jouer sur la scène internationale ».

Il a pour cela souligné la nécessité d'aborder la question de la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, afin de remédier à l'« injustice dont est victime le continent africain ». Cette réforme, dit-il, devra permettre, entre autres, d'accorder au « minimum deux sièges de membres permanents à l'Afrique au sein du Conseil de sécurité ».

Le président en exercice de l'UA a rappelé que cette année la Journée de l'UA est célébrée dans un « contexte difficile où une partie du continent est affectée par une grave sécheresse, qui a fait des milliers de victimes avec de graves effets collatéraux ».

Condé a ajouté que l'Afrique reste le continent le plus vulnérable face au changement climatique, alors qu'elle est le continent le moins pollueur au monde. Ainsi, l'Afrique doit faire face aux multiples conséquences environnementales dues au changement climatique, telles que l'assèchement des fleuves, des lacs, des cours d'eau, qui provoquent des catastrophes naturelles aux graves conséquences sur les populations et l'agriculture, a indiqué le chef de l'Etat guinéen.

Le président Condé a exprimé son attachement à l'intégration africaine, affirmant que la mise en place de la zone de libre-échange continentale est une nécessité. « Ensemble, nous devons participer à la réalisation d'une Afrique unie, prospère, intégrée, tant économiquement que politiquement, dans un contexte de paix, de sécurité et guidée par les nobles idéaux du panafricanisme », a-t-il déclaré, avant de préciser que « l'Union africaine, depuis Kigali, a pris ses responsabilités ».

Ces responsabilités sont relatives à l'autonomisation financière de l'institution panafricaine, avec l'adoption récente de 0,2% du financement des activités de l'UA. « Quand l'Afrique parle d'une seule voix, elle est écoutée », a insisté M. Condé. Evoquant les progrès réalisés par l'Afrique, il a affirmé que l'UA a fait de grands progrès dans le cadre de la mise en place d'un environnement susceptible de garantir un meilleur avenir pour l'Afrique. C'est pourquoi, a-t-il précisé, « la prévention des conflits et le règlement pacifique des différends à travers le dialogue et la médiation revêtent une importance cruciale pour la réalisation de l'objectif visant à faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2020 ».

Par ailleurs, sur le plan économique, le président Condé a rappelé l'adoption de l'Agenda 2063, qui est « à la fois une vision et un plan d'action, pour tous les segments de la société africaine à travailler ensemble pour construire une Afrique prospère et unie, fondée sur des valeurs communes et un destin commun ».

Compte tenu de leur poids démographique et de leur importance dans les activités économiques du continent, le président en exercice de l'UA n'a pas manqué d'insister sur le rôle et la place des jeunes et des femmes dans le développement de l'Afrique.

« L'Afrique est la région la plus jeune du monde et deux Africains sur trois sont âgés de moins de 25 ans », a rappelé le président Condé. Le président a affirmé qu'il est « désormais impératif d'instaurer un climat à la fois stable et dynamique, fondé sur la bonne gouvernance et l'Etat de droit, favorable à l'investissement ».

En ce qui concerne les nombreux défis auxquels fait face l'UA, M. Condé a indiqué l'importance d'une réforme de l'institution, pour lui permettre de centrer son action sur les domaines prioritaires ayant une portée continentale.

« Notre institution panafricaine, pour être crédible, ne peut plus se reposer sur l'assistance financière des partenaires », a-t-il affirmé avant de souligner qu'il est « temps, grand temps, de prendre nous-mêmes en charge le financement de nos propres ambitions et de nos propres rêves ».

Créée le 25 mai 1963 à Addis-Abeba, l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) est devenue l'Union africaine (UA) en 2002, avec des nouvelles visions et des objectifs précis pour le développement du continent africain.

Par Xinhua

Libre Tribune / Guinée

Lâchez-lui les basquettes !

Depuis « l'Affaire des 5 milliards », vocable utilisé par la presse guinéenne, monsieur Cellou Dalein Diallo, président de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) et chef de file de l'opposition fait l'objet d'attaques personnelles, étayées de mensonges en tout genre, d'insinuations et d'accusations de toutes sortes.

Une fois n'est pas coutume, me dira-t-on face à certains anciens alliés de l'UFDG autres adversaires politiques à l'affût. Les uns et les autres voyant leur assise politique s'affaïsser de jour après jour se saisissent de ladite affaire qui leur apparaît comme du pain béni. Ils se laissent aller à cœur joie en invectives et en diffamations. Mais l'indécence a des limites même en politique.

Délibérément, ils occultent tout le processus qui a abouti à l'adoption du statut du chef de file de l'opposition et, par conséquent, à l'attribution du budget en question.

En effet, si le montant alloué revient de droit au président de l'UFDG du fait de son statut, même à supposer qu'il y ait eu une erreur de com., pourquoi vouloir dénaturer l'application d'une décision votée par le bureau de l'assemblée nationale ? En plus des politiques, on voit des soi-disant juristes encartés s'en emparer. Ils vont jusqu'à remettre en question la loi portant le statut du chef de file de l'opposition. Ignorent-ils que ce statut concerne tout parti politique qui remplirait les critères définis par la loi guinéenne et dont l'UFDG a satisfait ?

Pourquoi vouloir dénier au chef de file de l'opposition son droit d'obtention, d'usage, à sa convenance et à celle de son parti dudit montant ? Convenons un instant qu'il y ait eu, comme je l'ai dit, un problème de com. ou de timing, d'explication dans la manière d'octroi dudit montant par l'instance qui l'a voté, cela justifierait-il qu'on s'égosille sur tous les médias pour vouloir faire passer comme vérité des mensonges montés de toute pièce ? Qu'on aiguise de toutes parts les couteaux de la guerre comme s'il s'agissait d'un détournement de fonds.

En réalité, l'affaire des 5 milliards est l'occasion rêvée, notamment pour le parti au pouvoir. Il y a vu la perche, qui lui permettrait de noyer l'écho de la tournée du président de l'UFDG à l'intérieur du pays. Il s'en est également servi pour se tirer du bourbier de Boké. Cette préfecture dont l'ébullition sociale de ces dernières semaines commençait à se répandre.

En embarquant l'UFDG dans un faux débat de sous mal acquis, le Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG) a cru pouvoir sauver sa tête en détournant les esprits. En cela, il a été appuyé par des alliés qui ont perdu la transversalité dont ils se fardaient pour emprunter la diagonale. Je veux dire qu'ils ne sont plus reliés au reste du pays que d'un côté, régionaliste s'entend.



Lamarana-Petty Diallo
lamaranapetty@yahoo.fr

De fait, cette coalition qui ne dit pas son nom a organisé une campagne machiavélique contre Cellou Dalein. La Une de certains médias, les rendez-vous d'émissions radiophoniques sont vite érigées en lynchage public. L'homme est épinglé dans des propos qui font ressurgir, sur les journaux et les ondes, l'esprit ethno-régionaliste qui entâche encore la politique guinéenne. Dans cette campagne savamment orchestrée tout indique qu'on n'écoute que le chasseur, jamais le gibier.

Dans la stratégie de dénigrement de l'UFDG, une stratégie amidonnée de boules puantes, les surdoués de l'injure, les adeptes de la bassesse et de la calomnie s'en donnent sans limite. Les assemblées générales de leurs partisans ont plus qu'un seul ordre du jour : présenter des transfuges de l'UFDG qui sont en mal de repère, calomnier Cellou Dalein. Dans l'espoir de remobiliser les militants, les tribunes sont transformées en plate-forme anti-UFDG. On y entend les plus zélés déverser baves et vomissements sur le chef de file de l'opposition dans l'espoir de retrouver leurs strapontins ministériels où ils ont été éjectés depuis belle lurette.

Pourtant, cette cerise sur le gâteau que constitueraient les 5 milliards par an, n'est que le cinquième d'un budget journalier d'une institution bien connue. Il semblerait aussi que

ce montant est loin d'être exorbitant si on le comparait à celui que perçoivent les représentants des autres institutions : médiateur de la république, président de la cénî, président de la cour constitutionnelle, etc.

C'est du moins ce que pense monsieur Ousmane Kaba président du parti des démocrates pour l'espoir (PADES). D'après lui : «... cinq milliards, c'est le budget le plus faible de toutes les institutions... Toutes les petites institutions ont entre dix, quinze ou vingt milliards. S'il s'agit du financement d'une institution, ce montant est dérisoire ». Cela étant dit, le budget a été débattu au niveau du bureau de l'assemblée nationale et non entre l'UFDG et le gouvernement. L'erreur réside, selon M. Kaba, au fait que ledit budget n'ait pas été débattu en même temps que celui du statut du chef de file de l'opposition.

Dans tous les cas, c'est entre le double, le triple, même le quadruple du montant alloué à Cellou Dalein que perçoivent les personnalités des institutions reconnues par l'assemblée nationale.

Y aurait-il une seule institution qui s'est justifié de la destination du budget qui lui a été affecté ?

Quel responsable institutionnel fait l'objet de calomnie parce qu'il aurait reçu une allocation budgétaire ?

Qui a été voué aux orties comme c'est le cas actuellement de Cellou Dalein ?

C'est l'occasion de souligner, on ne le fait pas suffisamment, l'attitude et le comportement du parti « l'Union pour le Renouveau » (l'UPR) qui ne s'est pas mêlé de ce débat de caniveaux. Contrairement à certains frustrés et rancuniers qui, à un moment donné, ont fait des pieds et des mains pour que l'UFDG s'efface en leur faveur aux législatives, ce parti s'est hissé au-delà de la mêlée.

Faut-il également observer que tout ce qui touche l'UFDG et son président semble être une aubaine pour certains. Ce n'est guère étonnant. La plupart

survivent des erreurs d'appréciation du parti en matière de com., par exemple. Mais aussi de certains ratés, de stratégies mal affinées ou dont la mise en place est tardive, de manque de réactivité à des moments précis. Mais qui n'en fait pas ? Il va juste falloir en prendre la mesure car le parti et son président sont épiés. Faut-il savoir se mettre à l'abri en évitant d'entrer dans des polémiques interminables, (on le fait souvent) au risque de donner du crédit à l'adversaire. A mon avis, une seule explication des tenants et aboutissants de ce budget lors d'une assemblée générale aurait suffi pour clore le débat. Cela aurait épargné des contradictions visibles ou sous-jacentes au sein du parti ou de ses alliés. Les médias partisans n'auraient pas eu de matière qui leur a permis d'exploiter la situation.

Une telle démarche aurait tout aussi poussé l'adversaire à vociférer tout seul au risque de se dévoyer par lui-même. Cela aurait permis aux gens de se rendre compte, une fois de plus, de l'acharnement contre le chef de file de l'opposition. Malheureusement, certaines voies n'ont pas d'écho quand chacun veut prouver son expertise et démontrer ses qualités de rhéteur parfois fort creux. Et, c'est bien connu, quand tout le monde est communicant, le message est parasité, sa portée en souffre et la cible n'en tire pas la substance nécessaire.

Enfin, le chef de file de l'opposition est reconnu institutionnellement, son statut, ses charges et autres obligations ou protocoles y afférents sont de droit. Ce sont les fausses informations distillées par certains adversaires qui ont créé des amalgames. Ces derniers, relayés par les médias ont abouti à créer une affaire où il n'y avait qu'une erreur de com., me semble-t-il.

De fait, ce que certains ont décrit comme un manque de transparence dans l'usage et d'illégalité dans l'attribution n'est, en réalité, que droit et perception d'un dû totalement légitime. Vole aux éclats également, l'accusation d'arrangement gouvernemental prétendument scellé avec l'UFDG.

Le parti devrait tirer les conclusions de « cette affaire » pour mieux se préserver dans l'avenir. Du reste, personne n'a besoin de venir au secours, comme on le lit par-ci, par-là, de Cellou Dalein car il n'est menacé ni dans son assise politique au sein du parti ni dans son statut de chef de file de l'opposition. Jusqu'à preuve du contraire, l'UFDG reste le plus grand parti d'opposition. Pourvu que cela ne suffise plus et ne serve pas d'argument pour dormir sur ses lauriers. Le combat doit continuer. Il n'est pas question d'attendre 2020 pour encore contester des élections. Troisième ou quatrième mandat, peu importe ! L'essentiel est ailleurs : la victoire en 2020. Ultime chance pour le parti ! ■



Tout ce qui touche l'UFDG et son président semble être une aubaine pour certains.

En bref

La Guinée veut un nouveau programme d'aide du FMI

La mission technique du FMI ayant séjourné pendant 10 jours à partir du mardi 16 mai 2017 à Conakry a prêté une oreille attentive aux autorités du pays, notamment sur les prochaines discussions autour d'un nouveau programme d'aide en faveur de l'évolution de la politique économique de la Guinée.

Tougué: Maire Sacko Barry condamné à 3 ans de prison

L'affaire de détournement de fonds de la commune estimée à 167 millions 714 mille FG qui avait défrayé la chronique se termine par la condamnation de l'ancien président de la délégation spéciale de Tougué et le receveur communal à 3 ans de prison ferme.

Le maire déchu Mohamed Sacko Barry et le receveur Moussa Sylla tous désignés par l'UFDG de Cellou Dalein Diallo ont été retenus mardi 24 mai 2017 dans les liens de la culpabilité par la justice de paix de Tougué. « Ils ont été éclopés de 3 ans de prison ferme, au remboursement de la somme détournée et au paiement de 10 millions de FG comme dommages et intérêts. Leurs biens ont été saisis jusqu'au remboursement de sommes dues à la mairie de Tougué ». Leur avocat Me Alsény Aïssata Diallo a promis d'interjeter appel.

Aussi, le maire et le receveur étaient accusés de rançon et de complicité de vol de bétail. Ils avaient été suspendus de leurs fonctions par le gouverneur de Labé, Sadou Kéita, suite à une plainte du préfet de Tougué, Elhadj Abdourahmane Koyinville Baldé.

Complexe de formation offert par le Maroc: Le chantier finit ce mois de juin

Quand le roi du Maroc a visité un vendredi 24 février, le chantier du Complexe de Formation professionnelle de Conakry bâti sur une superficie de 3,2 hectares pour abriter 21 filières de formation dont 12 en bâtiments et travaux publics, il lui avait été réitéré officiellement que l'ouvrage allait être disponible pour l'inauguration à la fin de ce mois de juin 2017.

A quelques semaines de l'échéance, l'espoir est grand de voir terminer les travaux dont le financement provient de la Fondation Mohamed VI pour le développement.

Yéro Baldé désamorce la crise Les universités rouvrent ce lundi



Abdoulaye Yéro Baldé.
Photo: DR.

Les négociations entamées à la suite de la fermeture des universités privées ont abouti à la signature d'un protocole d'entente samedi 27 mai 2017 entre le ministère en charge de l'Enseignement supérieur et la Chambre représentative de l'enseignement supérieur privé (Cresup).

Les négociations entre le ministère et la Cresup ont porté entre autres sur le paiement du reliquat du contrat des étudiants de Licence 3 et Licence 4 et plus, la signature et le paiement des contrats de prestation de service des étudiants de Licence 1 et 2, et la mise à disposition des résultats de la biométrie.

Aux termes des débats, le ministère a fait savoir que la procédure de paiement du second semestre académique était en cours et l'engagement des dépenses déjà fait et qu'à partir de la journée de ce lundi 29 mai 2017, les fondateurs sauront à quel stade se trouve effectivement la procédure au ministère de l'Economie et des finances.

En ce qui concerne la Licence 2 dont les effectifs ont été contrôlés en 2015 et les contrats déjà signés par les fondateurs, les deux parties ont convenu que le ministère signe lesdits contrats de prestation de service et engage rapidement des crédits correspondants conformément à la réglementation en vigueur.

Ces contrats, précise le protocole, pourraient faire l'objet d'un avenant après les opérations de biométrie en cas de nécessité.

Pour sa part, le ministère s'est engagé à mettre à la disposition des universités privées, courant juin 2017, les résultats de la biométrie assortis des listes nominatives des étudiants.

S'agissant des étudiants de la Licence 1, il est prévu la signature des contrats après la validation des résultats de la biométrie par les deux parties.

Face à la situation, le ministère de l'Enseignement supérieur et la Cresup ont appelé à une amélioration de la communication pour éviter ce genre de crise dans le futur.

Suite à la signature du procès-verbal d'entente avec le département de l'enseignement supérieur, la Cresup informe l'ensemble des étudiants et leurs parents et les institutions privées d'enseignement supérieur que les cours reprennent effectivement lundi 29 mai à partir de 8 heures sur toute l'étendue du territoire national. ■

Par **Abdoul Malick Diallo**

Antonio Souaré meuble son cabinet



Mamadou Antonio Souaré.
Photo: DR.

Ce samedi 27 mai 2017, la Fédération guinéenne de football (Féguifoot) a connu des changements. Sur décision de son président **Antonio Souaré**, le cabinet rattaché à la présidence et l'administration centrale a été meublé.

Dominique Traoré est nommé conseiller principal du président. **Abdoul Karim Bangoura dit AKB**, ancien candidat non admis à se présenter contre Super V dirige le Département du développement et de la formation. **Abdoul Karim Bangoura**, patron de l'imprimerie

BAK prend le fauteuil de conseiller technique. **Moussa Scifo Camara** est nommé chef du protocole. Le journaliste **Abdoulaye Condé** fondateur de l'hebdomadaire *La Nouvelle Tribune* entre en qualité de conseiller principal chargé des dossiers présidentiels, communication et médias. Le célèbre journaliste sportif de la radio guinéenne, **Amadou Diouldé Diallo** va diriger le Département médias.

Le financier **Cheick Dem** devient Conseiller principal du président chargé des finances et des relations publiques. **Aboubacar Morton Soumah** est le nouveau chef du Département des finances.

Lansana Keita alias Gaucher, est Assistant chargé du marketing et sponsoring. Le secrétaire général **Ibrahima Barry** dit **Blasco** a charge d'administrer le secrétariat général. Son adjoint, le **colonel Maurice Guilavogui** est chargé du football et du développement technique. **Aly Touré** de l'ASK et de la Ligue pro va gérer le Département des compétitions. Et **Edgar Babara Sylla**, le Service des relations extérieures. ■



Le recensement du parc piroguier du littoral guinéen a été réalisé avec succès.. Photo: MB.

Session du comité de pilotage régional du Prao Des experts du secteur des épluchent de nouveaux défis à Conakry

C'est environ 1,5 million de tonnes de poissons qui est pêché chaque année dans les eaux maritimes en Guinée, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Sénégal, Liberia, Sierra Leone, Mauritanie et Cap-vert. En dépit de cette immense richesse, les bénéfices socioéconomiques tirés de l'exploitation de ces ressources halieutiques restent encore faibles.

C'est pour inverser cette tendance que la Banque mondiale, en 2007, a remis aux Etats membres de la Commission sous-régionale des pêches et du Ghana une note conceptuelle afin d'examiner la mise en œuvre d'un projet sous-régional.

C'est dans cette optique que s'est tenue à Conakry du jeudi 25 au lundi 29 mai 2017 la 7e Session du comité de pilotage régional du Programme régional des pêches en Afrique de l'ouest (Prao). Coïncidence heureuse, cette session s'est ouverte concomitamment avec la commémoration de la date historique du 54e anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine devenue Union africaine.

Le directeur national des Pêches par intérim, **Amara C. Kaba** a indiqué que depuis quelques années, le Programme régional des pêches en Afrique de l'ouest, dans sa mise en œuvre, s'emploie à apporter des réponses aux innombrables défis qui interpellent le secteur des pêches, même si le chemin reste encore à faire. «Et ce n'est qu'en agissant ensemble –administration et équipe de mise en œuvre–, que nous atteindrons l'objectif du projet qui est d'augmenter de manière durable, la totalité des recettes générées par l'exploitation des ressources halieutiques dans nos pays. C'est en ces termes que j'ose espérer

qu'au sortir de cette 7e Session du comité de pilotage régional, les échanges et les discussions qui auront émaillé les travaux, conduiront à l'atteinte des objectifs visés par le projet, ainsi que la philosophie qui en est le fondement», a-t-il déclaré.

La rencontre de Conakry se situe à une période charnière entre la fin de la première phase et celle de la préparation de la seconde phase. Suite donc à une évaluation positive de la première phase par la Banque mondiale, cette dernière s'est engagée à continuer l'appui aux Etats de l'Afrique de l'ouest pour les aider à mieux gérer leurs ressources. C'est partant de cela que la secrétaire permanente de la Commission sous-régionale des pêches, qui se trouve au terme de son mandat, à énuméré entre autres défis de la prochaine phase, l'établissement d'un registre régional des navires de pêche suivi d'un programme observateur à compétences régionales. «Ces deux activités devraient être considérées comme prioritaires lors de la seconde phase», a évalué **Mme Marienne D. Talla** qui n'a pas non plus occulté les efforts des partenaires techniques et financiers.

Présidant la cérémonie, le ministre des Pêches, de l'aquaculture et de l'économie maritime s'est félicité des résultats auxquels est parvenu

le Prao-Guinée en seulement une année d'activités. Des mérites que le ministre **André Loua** a résumés à la réalisation d'une campagne d'évaluation des ressources halieutiques de la zone économique exclusive de la Guinée, et dont les résultats ont constitué les éléments de base du plan d'aménagement et de gestion des pêcheries de 2017. Ainsi que le recensement du parc piroguier le long du littoral guinéen. Toute chose ayant permis d'avoir un large aperçu sur l'effort de la pêche artisanale, l'identification des opérations de surveillance des zones de pêche et la formation de 50 observateurs venus du Centre national de surveillance des pêches et du Centre national des sciences halieutiques.

Des tout-premiers résultats qui rassurent le ministre des Pêches qui a salué la qualité qui a caractérisé ces 5 jours de discussions auréolées d'idées qui, de l'avis de M. Loua, permettront d'accroître davantage les bénéfices tirés de l'exploitation des ressources halieutiques.

Le Prao se veut d'être une réelle opportunité pour l'ensemble des pays bénéficiaires de renforcer leurs capacités à gérer et à développer leurs pêcheries respectives, de réduire drastiquement les activités de pêche INN tout en augmentant considérablement la contribution des ressources maritimes aux économies nationales. A travers ses objectifs, le Projet entend contribuer à la résolution des principaux problèmes et contraintes qui entravent le développement du secteur de la pêche dans la sous-région.

Par **Mady Bangoura**



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



FONDATION BA MAMADOU Le Cercle des Initiatives Citoyennes

Le 26 Mai 2009 et le 26 Mai 2017, Huit ans après sa disparition, le Citoyen BA Mamadou occupe toujours et de manière aussi vivace l'esprit et la mémoire de ses compatriotes. Le défi est en mesure d'être relevé face aux nouvelles générations.

En effet, le pari était osé !! Après une longue période de silence et de la part de la famille et de celle du parti, des cadres soucieux du mode de pérennisation de la Vision et des valeurs qui sont chers au doyen, se sont retrouvés En 2015 pour annoncer la mise en place de la Fondation qui va au-delà de la famille biologique et celle Politique dans le souci de rassembler comme le faisait le doyen.

C'est dans cette esprit que la Fondation BA Mamadou a été annoncée lors du symposium à la Maison de la presse En Mai 2015. Le 11 Mars 2017, la Fondation a officiellement lancé ses activités.

Il est pour objectif envers les générations futures, une réelle volonté de mettre l'accent sur les valeurs de démocratie, de liberté, de droit et de bonne gouvernance qui sont si chères à BA Mamadou. Résolument, la Fondation s'inscrit dans la Société Civile pour une réelle culture de la citoyenneté qui devra être au centre du développement.

L'activité de ce matin s'inscrit dans le cadre du démarrage des activités à travers une lecture du Saint Coran et des sacrifices aux citoyens tout en demandant Les bénédictions des uns et des autres à cette veille du début du mois Saint de Ramadan.

Deux sentiments animaient les initiateurs de cette activité:

Un sentiment de fierté de voir qu'au delà des années, BA Mamadou suscite toujours autant d'adhésion et reste présent dans les esprits

de ses concitoyens issus de toutes les sensibilités de la vie publique de notre pays et ;

Un sentiment de défis à relever vis-à-vis des générations futures qui ne voient à peu près que la vie politique de BA Mamadou et non le cadre et banquier qui est à la base de la création de la monnaie guinéenne un certain 1er Mars 1960 et l'un des fondateurs de la Banque Centrale de la République de Guinée. Dans le cadre de ces défis à relever, la Fondation se donnera les moyens de vulgariser ces valeurs qui sont chères au doyen pour le renouveau du Guinéen.

Depuis le lancement des activités de la Fondation En Mars 2017 et En dehors du cadre familial et de celui du parti, des personnalités se sont manifestées pour apporter leur soutien et leur disponibilité à porter et à défendre partout où le besoin se fera sentir, la Vision de BA Mamadou, afin d'éclairer les nouvelles générations que seul un citoyen libre et éduqué pourrait assurer son développement et donc celui de sa nation.

Rendez-vous est pris après le mois Saint pour la programmation des activités de la Fondation pour le plus grand bien du citoyen guinéen.

Mamadou BARRY,

Analyste Financier, Secrétaire Général de la Fondation BA Mamadou.

628 28 09 09 biromobocar@gmail.com



Bah Ousmane investi d'une nouvelle mission par le chef de l'Etat

Le leader de l'UPR, ancien ministre d'Etat, ministre des Travaux publics, actuellement ministre d'Etat, conseiller spécial du chef de l'Etat, a été nommé jeudi 11 mai 2017, à la tête du Comité de suivi du contrat de performance d'EDG (Electricité de Guinée). Cette nouvelle mission, M. Bah compte la remplir pleinement pour ne pas démentir de la confiance du Chef de l'Etat et des populations dont les attentes en matière d'électricité sont de plus en plus pressantes.

Pour y réussir, l'homme de confiance du Pr Alpha Condé mise en premier lieu sur le soutien de ses proches, afin qu'il soit « en mesure de répondre aux attentes et combler les espoirs placés » en lui, « puisqu'il n'est pas normal que nous n'ayons pas régulièrement de l'électricité après tout cet engagement du Chef de l'Etat et l'accompagnement des partenaires », a commenté le ministre d'Etat, lors d'une intervention devant la presse. Tout un challenge pour le leader de l'Upr. ■



Oustaz Taibou libre, mais prisonnier dans la conscience

Le célèbre prêcheur de l'islam sunnite guinéen, Oustaz Taibou, a été remis en liberté mercredi 24 mai 2017. L'homme était au bagne depuis 6 mois exactement pour une affaire d'escroquerie portant sur quelques 8 milliards de FG.

S'il recouvre sa liberté après 6 mois de cachot, Oustaz Taibou reste néanmoins tenaillé des pieds à la tête par l'obligation de rembourser la somme due au collectif des cambistes dont la plupart étaient - ironie du sort - des inconditionnels admirateurs de ses vérités de prêcheur polyglotte sachant s'adresser à un auditoire multilingue composé à fois de locuteurs des langues peule, française et anglaise qu'il manie à son aise.

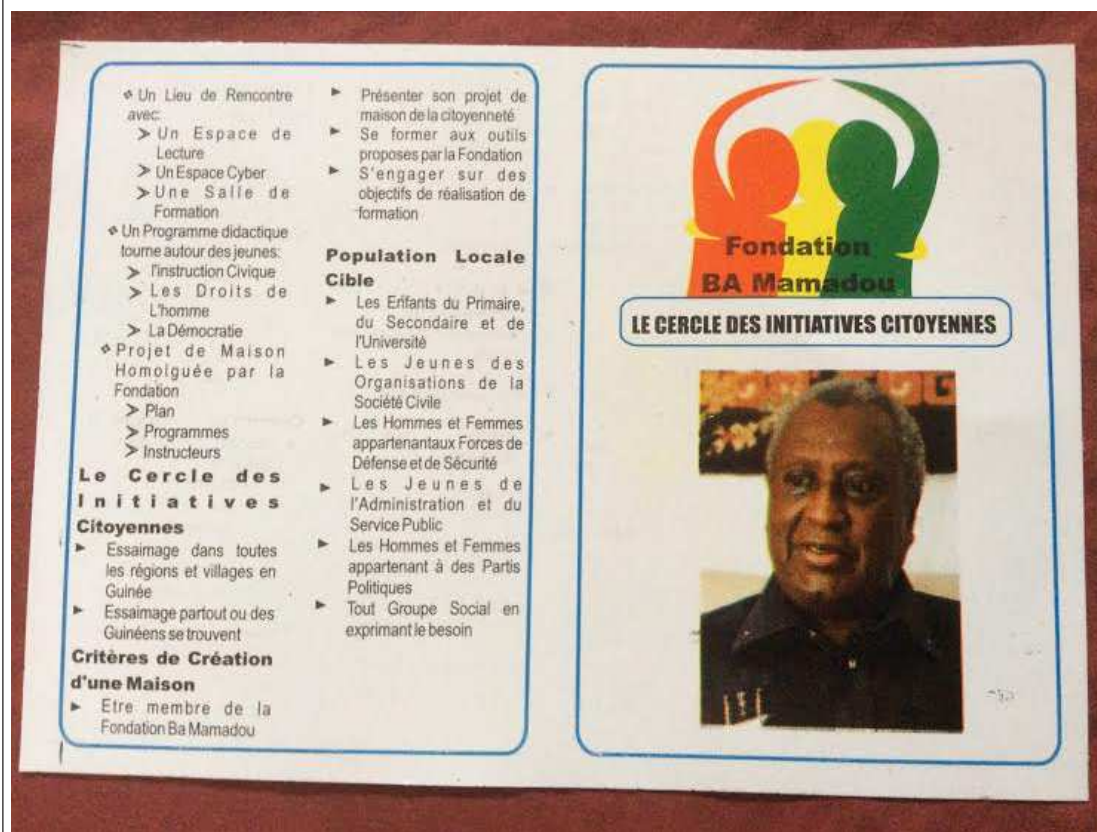
Avec la survenue de cette affaire dans laquelle le Tribunal de première instance de Mafanco avait condamné Oustaz Taibou à 18 mois de prison dont 12 assortis de sursis et qui n'en n'est pas une, ses créanciers vont devoir puiser dans l'interminable marre de sagesse du prophète Jésus. Qui appelait les croyants à rendre « à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ». Nul doute que cette

maxime les aidera à trouver la voie de prospérer dans les affaires tout en n'oubliant pas leur devoir d'apprendre et d'adorer Dieu autant que mortels convaincus.

Quant au prêcheur pécheur, la fin de ses déboires judiciaires n'est pas pour demain. Il devra encore répondre d'une autre affaire non moins importante de 2,800 milliards de FG que lui réclament un autre groupe de prêteurs, dont les membres avaient cru en la sincérité de la parole donnée et attendaient de connaître l'issue de la première bataille judiciaire engagée contre le prédicateur autour des 8 milliards. Pas eux seulement.

Outre atlantique, un crésus guinéen bien introduit dans le cercle des affaires américaines et chouchouté par les représentants de la diaspora américaine voudrait bien savoir lui aussi la destination qu'a pris une fortune octroyée pour la construction d'un foyer ultramoderne d'apprentissage du Coran et de formation de jeunes aux métiers de la vie.

Mais là aussi, Amadou Kourouma a tout à fait raison d'avoir titré son ouvrage: *Allah n'est pas obligé*. A suivre... ■



ERRATA

Rafiou Sow
se rétablit
peu à peu



Vous l'avez certainement corrigé avant nous. Le président du PRP victime de l'accident survenu samedi 13 mai 2017 aux environs de 12h sur la route longeant le stade de Nongo à Conakry, s'en est sorti plutôt avec une fracture au péroné et des égratignures à l'avant-bras droit. Rafiou Sow se rétablit peu à peu grâce aux soins médicaux et aux soutiens inestimables qui lui sont manifestés au quotidien. Toutes nos excuses pour cette erreur d'appréciation de tirage indépendante de notre volonté. ■

MÉDIAS FRANCOPHONES

Jean Karim Fall, un baobab franco-africain, s'en est allé !

Triste nouvelle. Il « est décédé vendredi 26 mai 2017, lors d'un reportage en Sicile (Italie) sur le sommet du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7). Il était le chef du service Afrique Rfi et rédacteur en chef de France 24 ». Lui, c'est Jean Karim Fall, né en 1941 à Diourbel, ancien reporter-présentateur à Radio-Sénégal en 1968. Il connaît des débuts brillants et prometteurs. Mais quitte la rédaction, un peu plus de 5 années plus tard, suite à son renvoi pour un éditorial critique contre le président d'alors Léopold Sédar Senghor en 1974. Fall s'exile en France la même année en intégrant la radio RTL. Il y restera 27 ans cumulant les fonctions



de chef des éditions, reporter, présentateur, rédacteur et chef des informations. Depuis 2002, il est consultant pour divers médias audiovisuels. La disparition de Jean est une grande perte pour la presse francophone dynamique et résolument orientée vers l'avenir. L'homme était non seulement une grande voix de l'Afrique à RFI et France24, mais surtout une référence pour nombre de journalistes de l'espace francophone. En lui, les médias francophones d'Afrique perdent plus qu'un modèle de réussite, un baobab à la fois protecteur et nourricier dont les fruits étaient toujours bien succulents. *Yo djomiraadh'on hinnoma !* Dieu t'accueille en sa demeure éternelle ! ■

SOS pour la policière Lélé !

Victime d'un accident du train Conakry Express en 2012

Abandonnée à son triste sort depuis que les deux orteils extérieurs de son pied gauche ont été tranchés par la roue du train en 2012, **Lélé** s'enlarme entre deux souvenirs de son brillant parcours de policière toujours à la tâche. Nous l'avons rendu visite.



Le pied de la brigadier-chef de police Aminata Lélé Donzo

Le mardi 13 mars 2012, sur la plateforme du camp Alpha Yaya Diallo, s'est produit un accident ferroviaire. C'est le train de transport urbain et périurbain Conakry Express qui a marché sur le pied gauche d'une policière en service au Commis-sariat spécial des chemins de fer de Guinée. Alors logé dans la voiture 7 du train, le brigadier-chef Aminata Lélé Donzo a observé une bagarre entre un élève et un autre passager du train sur ladite plateforme. L'élève qui se rendait à l'école s'est vu propulsé, et ses effets éparpillés ça et là. Venue pour les départager, l'agent a réussi sa médiation et s'est attelée à ranger les effets du jeune élève. C'est alors qu'on

a sonné l'alerte pour que bouge le train. Dans la précipitation, la jeune policière accourt pour s'accrocher à la barre qui mène à l'intérieur de l'engin. Malheureusement, elle va rater sa tentative et tomber là avant que le train ne lui broie une partie du pied : deux orteils coupés du reste du pied. Elle a été admise tout d'abord à l'hôpital du camp qui, au regard de la gravité de ses blessures, l'a aussitôt référée au CHU Donka où elle a été hospitalisée pendant un moment avant de sortir. Peu après, le brigadier-chef a été de nouveau hospitalisé pendant environ un mois. Dès sa seconde sortie, elle entreprendra des démarches auprès de ses autorités, en vue de son évacuation. «Je suis allée au département pour voir le ministre de la Sécurité d'alors. Je lui ai dit que mon traitement nécessitait une évacuation. Il m'a promis qu'il allait faire quelque chose pour moi en ce sens, tout en conditionnant son assistance par l'envoi d'une carte d'invitation par un parent qui se trouverait là-bas», nous confie Aminata Lélé Donzo. Soucieuse de sa santé et téméraire, la jeune policière réussit à se trouver une invitation à partir de l'extérieur. «Mais contre toute attente, dit-elle, le ministre m'a dit par la suite qu'il ne pouvait rien faire pour moi désormais. Je lui ai suggéré de m'évacuer au moins tout près ici, à Dakar. Il m'a dit qu'il n'a pas ces moyens lui seul, à moins qu'ils ne se partagent la charge avec



Lélé Donzo mande le soutien de tous.

mes parents». Quoique sommée désormais de marcher à l'aide des béquilles, Aminata Lélé multipliera ses contacts. C'est alors qu'elle s'est rendue à la Fondation Djènè Kaba Condé pour la Promotion de la santé maternelle et infantile (Fdkc-Prosmi) de la Première dame. Là, la policière dit avoir rencontré un certain Kabassan qui ne lui favorisera malheureusement pas l'opportunité de ren-contrer la Première dame. Ceci, par 4 fois de suite. «Je lui ai tout de même pré-senté ma carte d'invitation à lui Kabassan. Et il m'a dit d'aller voir Diané, me rassurant qu'il allait appeler ce dernier. Je suis allé, lui aussi, à sa rencontre, mais rien ne s'est fait», déplo-re-t-elle. Partie également une fois à la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss) pour une assistance éventuelle, il lui a été notifié que la Caisse ne pouvait rien faire pour elle, parce que je n'étais pas une assurée so-ciale répertoriée dans le registre de celle-ci.

L'apport du ministère

Etant devenue de plus en plus régulière à son ministère de tutelle, le département de la Sécurité et de la protection civile,

et certainement à causes de ses récurrents dérange-ments orientés vers Mme le chef de Cabinet, Aminata Lélé Donzo dit qu'un jour, celle-ci l'a appelée pour lui présenter la somme de 10.000.000 de FG au titre de l'accompagnement du ministère pour son traite-ment. «Je lui ai dit que ce n'est pas ce montant qui m'intéressait, plutôt ma santé. Elle m'a dit de prendre cela en attendant. Je lui ai dit non, parce que cet argent ne pouvait m'amener nulle part, de m'aider donc à recouvrer ma santé. Une fois guérie, je pourrai reprendre le travail et me faire une certaine économie moi-même», enseigne Donzo.

L'apport de Conakry Express

Depuis sa sortie d'hôpital jusqu'à une époque relative-ment récente, la direction géné-rale de Conakry Express accor-dait au BC Donzo une assis-tance à hauteur de 150.000 FG par semaine comme frais de ses pansements. Mais depuis que le train a cessé de rouler en octobre 2016, elle dit ne plus rien recevoir de cette société. «Actuellement, je fais donc mes pansements à mes propres frais», déclare-t-elle.

Déception

Celle qui est immobilisée depuis 5 ans maintenant a cependant traversé de nombreuses situations qui militent de plus en plus en la faveur de sa condamnation à trainer par devers elle ce handicap contracté dans le cadre d'un service pour lequel elle dit éprouver un amour fou. Mais de toutes ces situations, celle qui a le plus déçu notre interlocutrice est celle venue récemment de sa hiérarchie même. Et Aminata Lélé Donzo le dit entre ces lignes. «Récemment, je suis encore partie au ministère pour voir le directeur général de la Police, M. Bangaly Kourouma qui connaît ma situation depuis au temps du général Toto. Je suis restée dans la salle d'attente jusqu'à 16H avant qu'il ne ressorte pour me demander si on m'a dit qu'il est médecin ou que son bureau est fait pour traiter les malades, de me référer donc à des hôpitaux et non à lui». Face à ces mots, la policière confie n'avoir pas pu s'empêcher de verser des larmes. Autant comprendre qu'elle ne bénéficie d'aucune aide. C'est avec son maigre salaire perçu à la fin du mois donc qu'elle se démerde à s'occuper de ses deux enfants et à prendre soin d'elle-même. «J'ai donc besoin d'assistance, parce que là où je suis, je ne peux pas marcher», lance, désespérément, Lélé.

Crainte

Grande est aujourd'hui la crainte chez la policière, vu la grosseur qu'elle ne cesse de connaître depuis qu'elle est immobilisée et gardée loin de tout exercice physique. Elle craint fortement de contracter une autre maladie liée au poids qu'elle est en train de prendre. «Regardez ma photo quand j'étais en pleine activité et compa-rez-la à la masse que j'ai aujourd'hui. L'écart est grand. Puisque j'ai grossi tout d'un coup. Aujourd'hui, à me voir vous pouvez m'attribuer un âge qui est large-ment au-delà de mon âge réel. C'est partant de tout cela que je suis partie me faire consulter à l'hôpital récemment. Heureuse-ment, le test a révélé que le taux de glycémie est bon». La pauvre dame demande aux autorités et aux âmes sensi-bles et aux personnes de bonne volonté de bien vouloir l'aider à recouvrer l'usage de son pied.

Par Mady Bangoura

Sagesse

■ Fils de pasteur qui arrive dans ce monde, tu apprends 3 choses des 3 trois combats de ta vie avant de rejoindre Dieu Soleil : ... La troisième te soumet à une épreuve impitoyable où au péril de ta vie tu esquives ou endosses des coups, mais à l'issue de laquelle tu deviens un guide pour ta famille et ta communauté. (Peul, Tchora)

■ La tromperie, si elle fait dîner, ne fera pas souper. (Peul, Sénégal)



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

leCourrier
deConakry.com

L'information citoyenne
www.lecourrierdeconakry.com
Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences
Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70
E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48
Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

**BAR ADMIRABLE
PLEIN AIR**

Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

**Chez Tonton
Dacky**

Rendez-vous à
Kissita
GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU
TÉL.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs

**ACTU
CONAKRY**

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail : actuconakry@gmail.com



La campagne va durer une semaine à Conakry, Coyah et Dubréka. Photo: DR.

HUMANITAIRE

L'Ufdg offre un dépistage gratuit du diabète et de la tension

Le Comité national des jeunes (Cnj-Ufdg) a entamé, jeudi 25 mai 2017 une semaine de campagne volontaire gratuite de dépistage du diabète et de l'hypertension artérielle dans la zone spéciale de Conakry et les villes environnantes Coyah et Dubréka.

Se souciant de l'amélioration des conditions sanitaires des populations, l'Ufdg se porte volontiers pour offrir un dépistage gratuit de ces maladies dont la prise en charge fait défaut et nécessite de gros moyens.

Cette action humanitaire, selon le secrétaire général du Comité national des jeunes de (Cnj-Ufdg), est une façon de prouver que les politiques doivent aller au-delà des clivages politiques, ethniques, régionalistes pour s'intéresser à tous les citoyens. «C'est pourquoi, à l'Ufdg, on ne regarde pas qui est peulh, malinké, soussou ou forestier, nous regardons l'intérêt de la nation. Parce qu'il ne faut pas attendre d'être aux affaires pour commencer à aider les populations», a estimé **Bakary Kéita**.

Président la cérémonie de lancement, **Mme Halimatou**

Dalein Diallo s'est dit préoccupée par la santé de la population guinéenne avant d'inviter toutes les habitants des zones ciblées à venir se dépister.

Le maire de Dixinn, **Samba Sow** s'est réjoui du choix de sa commune pour abriter le lancement de cette œuvre de volontariat. «Je remercie les organisateurs et tous les citoyens qui ont voulu répondre. Cette œuvre est hautement appréciable parce qu'elle contribue au dépistage des maladies qui peuvent être fatales pour les uns et les autres. Ce sont des maladies qui sont nécessaires d'être connues surtout à la veille du mois de Ramadan avant d'entamer le jeun».

Le diabète est une maladie métabolique caractérisée par une hyperglycémie chronique due à des facteurs génétiques, alimentaires et environnementaux. Sans prise en charge adéquate, le diabète entraîne des complications aiguës et chroniques.

L'Oms prévoit en 2030, plus de 147 millions de diabétiques dans le monde.

Par **Abdoul Malick Diallo**



Halimatou Dalein Diallo encourage les volontaires...



... à faire de cette campagne une réussite au bénéfice des populations. Photo: AMD



Mission réussie pour les grosses têtes des GG Tour. Sur la photo, on reconnaît Moussa Moïse Sylla (en boubou), Moussa Yero Bah, Mohamed Mara, Tamba Zeckarie Millimouno, Lamine Guirassy et Aboubacar Diallo.

Espace FM Du débat citoyen au procès de la gouvernance

Les GG Tour comme procureur en Guinée Forestière

Malgré une très bonne préparation marquée par des semaines de spots publicitaires, la deuxième édition des **GG Tour**, ce format inédit de l'émission phare de la radio Espace fm, «**Les Grandes Gueules**», a enregistré des défections de taille parmi les commis de l'État invités à débattre de leur gouvernance.

Le point d'attraction, cette année, était la Guinée forestière. Et, les débats l'ont montré, les problèmes de développement y sont légion. Autre couac, la gestion du timing qui n'a guère permis d'entrer dans le fond des problèmes annoncés.

Tout au long de leur tournée, les animateurs ont sans cesse dénoncé les faux bonds des responsables prévus à l'antenne et, surtout, leur inertie face à la détresse des populations. De quoi refroidir l'ardeur de certains cadres de la région à vouloir participer aux émissions. Mais il faut tout de suite saluer l'esprit de la tournée qui, il faut le répéter, devrait permettre de mieux cerner le vécu quotidien des populations de cette région et d'en faire une lecture croisée. «M. le Directeur, pourquoi tant d'échecs scolaires dans votre région. Très rapidement, et en deux minutes, la radio c'est l'heure !», lance un des animateurs. Désarçonné, le DPE s'excuse ; puis, prétextant une urgence, quitte carrément le plateau.

De telles scènes de fugues, selon les propos des journalistes d'Espace fm, ont rythmé la tournée de l'équipe de Lamine. En cause, le tempo donné à l'animation, qui à maints égards prenait des allures de justice foraine. Mais aussi la complexité des sujets à traiter et dont les réponses exigeaient plus de temps de réflexions, c'est-à-dire moins de tumultes.

Régulièrement mis sur le tapis, les questions de développement (jeunesse, emploi, développement local, santé ou encore éducation) ont juste été effleurées, car impossibles à développer en l'espace d'une émission.

Conséquence, entre Nzérékoré et Macenta de nombreux cadres étaient annoncés aux senten-

ces de ce tribunal populaire. Ils ont simplement décliné leur participation. Car, des joutes oratoires entre personnalités et répondants de la jeunesse locale, il y en a eu.

A Guéckedou, par exemple, l'animation a rapidement viré à une opération de lynchage public d'administrateurs des services régionaux de la santé. Pour dissoudre les huées du public, une responsable locale de la santé a livré un véritable sermon face à ces jeunes gens, trop bruyants à ses yeux. «Ce n'est pas avec les cris que allez résoudre vos problèmes. Faites preuve de sagesse», coupe-t-elle, avant de quitter la salle, sous de nouveaux sifflets.

Outre les multiples défections, tâches noires de cette tournée, le minutage des débats a aussi largement contribué à plomber la qualité des interventions et l'apport des responsables à donner une autre tonalité aux discussions. Les rares cadres qui ont accepté d'y participer ont été littéralement cuisinés par les animateurs. Parfois 2 ou 3 questions, d'une rafale. De quoi faire perdre à certains invités leur équilibre. «Non pas tous à la fois, sinon nous ne pourrions pas nous comprendre», a plaidé, presque essoufflé, un cadre. Il faut dire que les animateurs ont fait feu de tout bois, rivalisant d'astuces pour confondre leurs invités, visiblement pris de court. Autre fausse note : Macenta où le responsable d'une entreprise de foresterie s'est vu exiger au nom de «la reddition des comptes», des documents.

Révéléateur

Sur le fond, la complexité des questions de développement soulevées n'a pas favorisé une bonne entente entre le public, essentiellement composé de jeunes, et les cadres régionaux.

Certains ont cru se retrouver, par moments, devant une sorte de tribunal de moralisation de la vie publique. Dans ce contexte s'attendre à des réponses argumentées et sereines relevait de la gageure, surtout que le temps imparti est jugé insignifiant.

Il faut saluer, somme toute, la justesse de l'initiative de la bande à Lamine, qui devrait inspirer nombre de médias d'État, à commencer la RTG qui dispose d'un important réseau de radios rurales, plus proches des populations.

Les GG Tour ont permis en effet d'apprécier l'ampleur des problèmes de développement auxquels reste confronté le pays profond, même si ceux-ci ont été parfois survolés. Les préoccupations des jeunes (centres de loisirs, emploi décent, mauvaises orientations des ressources publiques...) ont été révélés nombreuses.

Les problèmes de santé des populations se sont révélés partout d'actualité (éloignement des centres de santé, manque de personnel, d'équipements et de produits).

Quid de l'éducation et de l'emploi des jeunes ? Ces derniers ont longuement dénoncé l'absence de lieux de loisirs, voire la vétusté des maisons de jeunes.

L'épineuse question de l'environnement, qui reste d'actualité depuis la COP 22, a donné lieu à un véritable pugilat à Nzérékoré. Invité à s'expliquer sur la destruction d'une forêt classée dans la région, le directeur de la société Forêt forte, s'est dit déçu des questions superficielles avant de se voir prier de quitter le plateau. Le GG Tour 2017 est un précieux outil de collecte d'informations sur la gouvernance qui peuvent être utiles à la fois au service documentaire de la radio ou de la télévision et mieux encore à des chercheurs et institutions spécialisées.

C'est en somme une œuvre utile qu'il faudra pérenniser. En plus, les GG Tour 2017 aide aussi Espace FM et Espace TV à apprendre de ses erreurs de préparation et de réalisation de sa tournée.

Par **Diallo Alpha Abdoulaye**



Le syndicaliste **Abdoulaye Sow** pointe un doigt accusateur sur le patronat des banques.

GRÈVE DES EMPLOYÉS DE BANQUES

Face aux menaces de l'Apb, la Fésabag joue son va-tout

Vue du patronat des banques, la grève déclenchée par le syndicat des travailleurs des banques, la Fésabag, pourrait déboucher à des poursuites judiciaires à l'encontre des meneurs. Outre qu'il viole plusieurs dispositions du **Code du travail**, le syndicat met à épreuve l'économie guinéenne dont le Trésor public peine, depuis une semaine, à mobiliser les flux financiers issus des transactions réalisées quotidiennement dans les banques. Quid des épargnants, ces millions de travailleurs "bancarisés", qui n'ont plus accès à leur dépôt ?

Pour contrer la surenchère des commis des banques, le président de l'Association professionnels des Banques, l'**APB**, par ailleurs directeur général de la Bicigui, entend désormais explorer les voies du droit. Il entend, dès la semaine prochaine, contraindre les travailleurs récalcitrants à reprendre le service en mettant en œuvre des dispositions du Code du travail.

La Fésabag est-elle hors-la-Loi ?

Mercredi dernier, excédé par le blocage des discussions, **M. Manga Fodé Touré**, le président du patronat des banques a mis en garde contre toute dérive et brandit l'hypothèse de poursuites judiciaires. « *Passé 10 jours francs, nous allons faire parler la Loi* », annonçait-il en substance. Le camp Apb soutient que dans les faits, la Fésabag a déjà franchi la ligne rouge et pourrait, de ce fait, passer sous le coup de la loi pour divers forfaits. Car, « *en fermant de manière unilatérale les banques, sans assurer le service minimum à la clientèle, le syndicat s'est mis en porte-à-faux avec la loi guinéenne* ».

Au premier jour, les grévistes avaient déjà "cadenassé" la totalité des banques en activité dans la capitale, et menacé de représailles les agents réfractaires.

Les soutiens de l'Apb voient là, en premier lieu et à charge contre la Fésabag, la violation de l'article 321.2 du nouveau Code de travail, qui encadre la liberté des travailleurs d'exercer dans le cadre de leur service : « *Les travailleurs doivent, dans le cadre des lois et règlements qui régissent les relations de travail, respecter la liberté du travail ainsi que la sauvegarde de l'outil de travail, garant du développement et de l'emploi, sous peine de l'application des dispositions de l'article 431.7 du présent Code* ».

Or, la fermeture de certaines banques s'est accompagné, aux premières heures de la grève de menaces, voire de voies de fait contre certains employés. Une entrave à la liberté de grève tout comme à celle de travailler que punit sévèrement la Loi. « *Même en période de grève, il est interdit à toute personne, à tout travailleur de s'opposer, sous peine de sanction pénale, par la force ou sous la menace, au libre exercice de l'activité professionnelle des salariés ou des employeurs de la même entreprise ou non* », prévient l'article 431.7 du Code de travail.

Menace de réquisition des travailleurs

La plus immédiate des mesures de coercition qu'entend utiliser le patronat est la réquisition des travailleurs. Une

forme de "travail forcé" auquel seront soumis, bien malgré eux, les agents des banques s'ils refusaient d'entendre raison. Et la loi lui en donne le droit. Une des dispositions du Code de travail sur la question est sans nuances : « *Si, dans les dix jours ouvrables postérieurs à la notification du préavis, les parties n'ont pas pu parvenir à la conclusion d'un accord, les salariés ont le droit de cesser complètement le travail, sous réserve d'assurer les mesures de sécurité*

indispensables et un service minimum », stipule l'article 431.5 du Code relatif aux Conflits collectifs et grèves. Mais la mesure pourrait être renforcée en cas de persistance du bras de fer. « *Le travailleur réquisitionné pour assurer un service minimum (...) et qui ne se présente pas à son poste commet une faute lourde* », rappelle le même article.

La Fésabag entendra-t-elle raison ? Si elle se refusait à mettre un terme à la surenchère qu'elle veut faire porter

aux banques, nul doute que le patronat utilisera les arguments du droit. Car force doit rester à la loi, clament les patrons de banques.

La Fésabag poursuit sa grève

Dans les rangs de la Fésabag, les grévistes assurent qu'il n'y aura pas de service minimum, parce que les banques ne sont pas concernées par telles dispositions du Code du travail. « *Nous continuons la grève jusqu'à la satisfaction de nos légitimes revendications* ».

Samedi 27 mai 2017, à sa sortie des locaux de la Banque centrale où se tiennent les négociations de sortie de crise, le syndicaliste **Abdoulaye Sow** a laissé entendre que tout a été remis en cause.

Mais, a-t-il précisé, si les pourparlers ont échoué c'est à l'Apb la faute. Toutes les propositions formulées par les médiateurs que sont l'Inspection générale du travail, la BCRG et le Premier ministre, ont connu le désaccord inattendu de l'Apb qui, selon les explications de M. Sow seront obligés d'endosser « *toutes les conséquences qui en découlent* ».

Le leader de la Fésabag déclare prendre l'opinion nationale et internationale à témoins que sur le premier point de la plateforme revendicative portant sur le relèvement du niveau général des salaires, il y a eu une avancée grâce à la proposition lumineuse des médiateurs que toutes les parties avaient acceptés.

Surprise, ce samedi 27 mai, les représentants du patronat sont revenus sur leur décision. Un revirement de dernière minute qui met la Fésabag en colère. A cette allure, la grève qui aurait connu un dénouement dès lundi dernier, entre à sa deuxième semaine ce lundi.

Par **Abdoul Malick Diallo**



Le pays entre dans sa deuxième semaine sans banques.

Un patronat à bout de souffle

En l'absence d'un service minimum, la grève observée par les employés des banques a pénalisé les usagers. A Kaloum, le principal centre administratif de Conakry, des établissements comme la BCI, Ecobank et Skye Bank ont ouvert les portes en début de matinée. Mais jusqu'à 15h 30 ce mercredi 24 mai 2017, les guichets n'avaient pas été occupés par le personnel devant servir les clients. Même statu quo durant la semaine de grève. Pourtant, dans un communiqué publié à

cet effet le 26 mai 2017, l'Association professionnelle des banques (Apb) notait que « *cette perturbation du service bancaire survient au moment où les salaires des agents de l'Etat comme du privé ne sont pas encore payés, et ce, à la veille du mois Saint de Ramadan* ». Mais que, « *conformément à la loi* », toutes les dispositions avaient été prises « *pour assurer un service minimum nonobstant des obstructions, intimidations et menaces du syndicat à l'endroit des employés de banque* ». ■



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE



AMBASSADE DU JAPON

COMMUNIQUE DE PRESSE

POSE DE LA PREMIERE PIERRE DU PROJET DE RECONSTRUCTION DE L'ECOLE PRIMAIRE DE PALAGA FINANCE PAR LE JAPON

Lundi 8 mai 2017 - Madame Yasuko Inoue, chargée de la coopération économique de l'Ambassade du Japon en Guinée, Monsieur Alhassane Diakité, Chef de cabinet du Ministère de l'enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, Monsieur Alpha Mamadou Diallo, Directeur National de l'Enseignement Élémentaire et Monsieur Ibrahima Diallo, Président de l'Association des jeunes pour le développement de Palaga (AJDP) et les autorités locales de Maci ont procédé à la pose de première pierre du Projet de reconstruction de l'école primaire de Palaga.

Ce projet, d'un montant de cent vingt et un mille neuf cent vingt-six dollars (121 926 \$ US), a permis la construction de 6 salles de classe avec leur mobilier, ainsi qu'une direction et des latrines, en portant le nombre de salle de classe de 3 à 6, pour atteindre un cycle complet.

Le district de Palaga était seulement doté d'une école primaire de 3 salles, dont 2 en mauvais état, pour accueillir 153 élèves, venant aussi bien



de Palaga même que des villages environnants. Ces élèves étaient répartis en 4 classes, ce qui obligeait à une double vacation, mais aussi à ne pas recruter l'ensemble des élèves scolarisables sur place. Certains ont abandonné l'école, d'autres sont obligés d'aller ailleurs. Ainsi, en moyenne, 65 enfants scolarisables ne pouvaient aller à l'école chaque année.

Pour remédier à cette situation, il a fallu compléter l'école des

6 salles de classes qui constituent le cycle primaire normal, et qui permettront de scolariser l'ensemble des enfants en âge de l'être sur place, à Palaga. Le projet a été porté par l'Association des jeunes pour le développement de Palaga, AJDP.

Par ce projet, le Japon poursuit ses efforts et ses investissements à ses côtés, notamment dans l'éducation, pour la préparation du futur des enfants guinéens.

AMBASSADE DU JAPON

COMMUNIQUE DE PRESSE

POSE DE LA PREMIERE PIERRE DU PROJET D'AMELIORATION DU PORT DE PECHE ARTISANALE DE KAMSAR FINANCE PAR LE JAPON



Samedi 13 mai - Son Excellence Monsieur Hisanobu Hasama, Ambassadeur du Japon en Guinée, Son Excellence Monsieur André Loua, Ministre des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime et Monsieur Fodé Béréty Camara, Président du Comité de développement du débarcadère de Kamsar et les autorités locales de Kamsar et Boké ont procédé à la pose de première pierre du Projet d'amélioration du Port de pêche artisanale de Kamsar.

Ce projet, d'un montant de cent quatre-vingt-dix mille cinq cent vingt-quatre dollars (190 524\$), soit environ un milliard sept-cent millions de Francs Guinéens (1 700 000 000 FG), ce projet répond à une demande des travailleurs et des gestionnaires du port de Kamsar et à la politique nationale de développement du secteur de la pêche du Gouvernement Guinéen.

Le port de Kamsar a bénéficié de plusieurs projets, depuis sa création en 2000. Et il connaît

depuis une activité importante, qui en fait un point de ravitaillement en poisson pour sa zone immédiate, mais aussi jusqu'à Conakry et dans toute la Basse Guinée. Cependant, le port manque encore d'installations pour le tri, le traitement et la vente des poissons, ainsi que de l'approvisionnement et l'évacuation des eaux, et de latrines en nombre suffisant. En conséquence, les activités se font à même le sol, ou sous des hangars de fortune, trop petits ou dangereux et dépourvus de conditions d'hygiène minimales.

Le projet doit donc améliorer les conditions de travail, les conditions sanitaires et renforcer l'hygiène et la salubrité du site, par la construction d'une halle de manutention, de prétraitement et de vente, ainsi que la réalisation de caniveaux, de latrines et d'une nouvelle adduction d'eau.

Ce projet s'inscrit dans la politique d'appui plus globale du Japon en Guinée, notamment d'amélioration de la sécurité alimentaire, et d'appui traditionnel du Japon au secteur de la Pêche guinéenne.

AMBASSADE DU JAPON

Conakry, le 22 mai 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

ONZIEME PRIX INTERNATIONAL DU MANGA DU JAPON

1. Le Ministère des Affaires Etrangères du Japon et la Fondation du Japon ont lancé le Onzième Prix International du MANGA du Japon le mois dernier et ont commencé à accepter les candidatures pour le Prix.

2. Les candidatures seront acceptées comme suit :
 - (1) Jusqu'au vendredi 16 juin 2017.
 - (2) Les candidatures doivent être envoyées à la P.O. Box du Onzième Prix International du MANGA du Japon.
MBE 15 The Eleventh Japan International MANGA Award Committee
B1F Yuraku-cho bldg.
1-10-1 Yuraku-cho, Chiyoda-ku, Tokyo, JAPAN Postcode : 100-0006
 - (3) Deux copies de votre travail doivent être soumises.
 - (4) Un formulaire de candidature, rempli soit en anglais, soit en japonais, doit être joint aux travaux. D'autre part, tous travaux de MANGA écrits dans n'importe quelle langue seront acceptables.

D'autres détails sur la candidature peuvent être trouvés sur le site Web du Prix International du MANGA du Japon (<http://www.manga-award.mofa.go.jp/index.e.html>)

3. Les conditions de candidature sont comme suit :
 - (1) Les travaux de MANGA éligibles doivent être composés de plus de 16 pages. Les travaux publiés ou non-publiés sont éligibles à candidater.
 - (2) Les travaux de MANGA éligibles doivent avoir été produits au cours des trois années (2014-2017) avant la date de candidature.
 - (3) Les travaux de MANGA éligibles doivent être soumis sous forme imprimée.
 - (4) Les maisons d'édition étrangères peuvent candidater au Onzième Prix International du MANGA du Japon.
 - (5) Le dessinateur ou le scénariste des travaux soumis doit être de nationalité étrangère.
 - (6) Un seul travail par candidat peut être soumis.
Un seul travail pourra être accepté sous un titre (ou une série).
 - (7) Pour des raisons de publicité, le Comité exécutif du Prix du MANGA peut télécharger les travaux de MANGA du vainqueur (partiellement) sur son site Web, avec l'approbation des artistes.

4. Parmi les candidatures, le Prix d'or sera décerné au meilleur travail, et le Prix d'argent à trois autres excellents travaux. Les récompensés seront invités au Japon par la Fondation du Japon afin d'assister à la cérémonie de remise des Prix. Durant leur séjour au Japon (généralement pour 10 jours), ils auront également l'opportunité d'échanger des idées avec des créateurs japonais de MANGA, de visiter des maisons d'édition et de faire des excursions dans des sites locaux.

** Le Prix International du MANGA du Japon a été créé en mai 2007, à l'initiative du Ministre des Affaires Etrangères Taro Aso, dans le but de récompenser les créateurs de MANGA qui contribuent à diffuser la culture MANGA à l'étranger et les échanges culturels internationaux au travers du MANGA. Le Prix a été décerné chaque année depuis lors.*

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur **Facebook**



cliquez pour entrer dans le réseau
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)